

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL DÉCEMBRE 2018 – MARS 2019

Consœurs, confrères et amis,

Comme d'habitude, j'ai commencé la nouvelle année en rencontrant les membres du personnel de tout le pays avec qui j'ai discuté de nos priorités pour 2019 et des défis à relever comme syndicat et comme mouvement.

Nous avons parlé des difficultés que rencontrent nos membres et les sections locales aux prises avec les mesures d'austérité et les compressions imposées par les gouvernements dans le secteur public. Nous avons parlé de la politique sur les négociations du SCFP et de ses effets sur les employeurs, petits et grands. Et nous avons parlé d'un sujet que j'aborderai de plus en plus cette année – l'adhésion à un syndicat et la différence entre un travailleur qui paie des cotisations syndicales et qui profite de la protection d'une convention collective, et un membre en règle qui a le droit de participer aux activités de notre syndicat.

J'apprécie toujours ces conversations sur nos efforts collectifs et nos buts communs. Le dévouement et l'appui du personnel sur lesquels nos membres peuvent compter sont essentiels au travail qui nous attend.

Mise à jour législative

La session du printemps au Parlement sera la dernière avant les élections fédérales de cet automne et la Chambre des communes n'a que 50 jours pour terminer son travail.

Le gouvernement libéral présentera le budget fédéral de 2019 le 19 mars, ce qui devrait donner le ton aux élections.

Les élections devraient aussi être influencées par la démission de deux importantes ministres qui ont perdu confiance en leur gouvernement après que des pressions indues aient été exercées sur la procureure générale au sujet des accusations criminelles portées contre SNC-Lavalin.

MARK HANCOCK
National President/Président national

CHARLES FLEURY
National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

DENIS BOLDUC, FRED HAHN, JUDY HENLEY, DANIEL LÉGÈRE, MARLE ROBERTS
General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Le 28 février, avec Tanya Williams, membre de la section locale 1556, je me suis joint au député néo-démocrate Don Davies sur la Colline parlementaire lorsqu'il a présenté un projet de loi contre le problème grandissant de la violence contre les travailleuses et travailleurs de la santé. Le projet de loi C-434 modifierait le *Code criminel* en obligeant les tribunaux à considérer les agressions dans le secteur de la santé comme un facteur aggravant dans l'imposition d'une sentence. Le projet de loi contribuera à augmenter la pression sur les employeurs pour qu'ils traitent la violence en milieu de travail avec le sérieux que la situation mérite.

Les libéraux ne semblent pas avoir appris la leçon, eux qui ont été renvoyés au statut de tiers parti en 2011 – ils ont toujours l'impression que tout leur est dû et ils ont l'habitude de faire passer les priorités de leurs amis riches et influents avant tout. Même s'ils ont promis aux Canadiens qu'ils avaient changé et qu'ils seraient différents des conservateurs de Stephen Harper, la liste de leurs promesses brisées est longue – réforme électorale, création de relations de nation à nation avec les peuples autochtones du Canada, respect du rôle des travailleurs dans l'économie, entre autres.

Au cours des prochaines semaines, nous nous attendons à ce que le gouvernement brise d'autres promesses en renonçant au programme universel d'assurance-médicaments, en mettant en œuvre des mesures qui affaibliront les régimes de retraite à prestations déterminées et en favorisant la privatisation de l'infrastructure publique. Ce ne sont pas là les actions d'un gouvernement qui mérite notre appui.

La bonne nouvelle, c'est que le 25 février, le chef du NPD Jagmeet Singh a été élu député de Burnaby South et qu'il se joindra à son caucus au Parlement ce mois-ci. Bien sûr, ce serait arrivé plus tôt si le premier ministre Trudeau n'avait pas fait preuve de cynisme politique en retardant le déclenchement des élections partielles. Ce fut un honneur pour moi de passer un peu de temps avec mon ami Jagmeet pendant sa campagne. Il a une facilité particulière à créer des liens avec les gens, un talent que je n'ai pas vu chez beaucoup de politiciens et politiciennes. Maintenant qu'il a un siège à la Chambre des communes, plus de gens apprendront à le connaître.

Le SCFP va élaborer un plan pour appuyer Jagmeet et son équipe de candidates et candidats néo-démocrates aux élections fédérales, qui auront lieu le 21 octobre 2019.

Congrès du travail du Canada

En février, plus de 40 membres du personnel et membres du SCFP de tout le pays ont participé à la journée nationale de lobbying du CTC sur la Colline du Parlement. Avec 350 travailleuses et travailleurs d'autres affiliés du CTC, ces membres ont rencontré des députés afin de réclamer un programme national universel d'assurance-médicaments et de discuter de sécurité à la retraite. En tout, plus de 192 rencontres ont eu lieu en une seule journée.

L'instance dirigeante du CTC, le Conseil canadien, se réunira à Winnipeg en mai. On en profitera pour célébrer le 100^e anniversaire de la grève générale de Winnipeg, l'un des événements syndicaux les plus marquants du XX^e siècle. Le Conseil aura l'occasion de voir un nouveau film sur la grève, la comédie musicale *Stand*.

Unifor est toujours désaffilié du CTC et semble poursuivre ses activités de maraudage dans les hôtels de la région de Toronto. Son absence a toujours un effet sur les fédérations et les conseils du travail et la participation du SCFP à ces organismes est peut-être plus importante que jamais. Je suis fier des membres et des sections locales du SCFP qui se sont empressés de remplir le vide et nous invitons d'autres sections locales à en faire autant.

Négociations collectives, grèves et lockouts

Il y a eu un conflit avec grève qui s'est réglé pendant la période visée par le présent rapport.

PROVINCE	S. I.	EMPLOYEUR	N^{bre} de MEMRBES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE (jours)
Colombie-Britannique	15	Vancouver Art Gallery	123	5 février 2019	7

Section locale 15 du SCFP – Vancouver Art Gallery – Colombie-Britannique

Les membres ont débrayé le 5 février pour protester contre les salaires et les tentatives des dirigeants de la galerie d'art d'éliminer des droits concernant les horaires, pourtant garantis depuis longtemps. Grâce à la médiation, les parties ont pu en arriver à une entente de quatre ans sans concession sur les horaires, prévoit des hausses salariales rétroactives de 1,5 % pour 2017 et 2018 et inclut de futurs ajustements salariaux de 1,75 % en 2019 et de 2 % en 2020. L'effet cumulatif de ces hausses salariales entraîne une augmentation de la rémunération des travailleuses et travailleurs de la galerie de 4,75 % en 2019 et d'encore 2 % l'année suivante.

Les négociations ont été d'une lenteur frustrante : il a fallu un an et demi pour arriver aux clauses monétaires. L'employeur exigeait une douzaine de concessions, dans une année qui s'était terminée avec un surplus de 1,4 million de dollars. Il voulait inclure plus de droits de la direction dans la convention collective, ce qui aurait entre autres limité le droit du syndicat à déposer des griefs. Le syndicat a travaillé fort à la table de négociation pour trouver des solutions aux préoccupations de l'employeur, dont beaucoup étaient dues aux lacunes en gestion et en planification.

Le comité de négociation a mis en place un plan stratégique, mobilisé les membres et cherché l'appui du public. Félicitations au comité pour sa prévoyance et aux membres qui ont tenu bon pour obtenir une convention collective répondant à leurs besoins et sans concessions.

Négociations sans grève ni lockout

Section locale 391 du SCFP – Sechelt Public Library Association– Colombie-Britannique

Les travailleuses et travailleurs de la bibliothèque publique de Sechelt célèbrent la ratification de leur nouvelle convention collective. Le syndicat a pu conclure une bonne entente pour les travailleuses et travailleurs précaires. L'ajout de congés de maladie pour les occasionnels, un droit qui devrait être universel, améliorera bien des choses pour ces membres et leurs familles.

Parmi les autres éléments clés du règlement, on peut mentionner une hausse des heures quotidiennes garanties, un plan d'évaluation des emplois avec des ajustements salariaux, un plan de collaboration pour une nouvelle politique sur la violence en milieu de travail et une nouvelle clause sur les congés spéciaux payés pour tous les employés. L'entente de quatre ans offre une augmentation de salaire cumulative de 8,7 %.

Section locale 9 du SCFP – Travailleuses et travailleurs de la bibliothèque régionale de Palliser – Saskatchewan

Les membres de la section locale 9 du SCFP ont approuvé un nouveau contrat de trois ans. Toutes les classifications recevront une augmentation de 0,40 \$ l'heure pour chacune des trois années de l'entente (2018, 2019 et 2020). Les deux parties étaient d'avis que les hausses salariales devaient être basées sur un taux horaire.

Les mesures de sécurité au travail ont aussi été améliorées pour ces membres, dont la plupart sont des femmes travaillant seules dans des bibliothèques rurales ou dans de grandes bibliothèques urbaines avec un nombre inadéquat d'employés. On a également négocié des clauses sur la violence familiale. Les membres qui cherchent à échapper à une relation de violence pourront ainsi avoir accès à du soutien.

Enfin, on a réglé un enjeu en suspens depuis longtemps sur l'ancienneté et l'établissement des horaires. Beaucoup de membres des bibliothèques travaillent à temps partiel et doivent souvent occuper plus d'un emploi pour arriver à joindre les deux bouts. Une nouvelle clause assure aux travailleuses et travailleurs ayant plus d'ancienneté un accès à des quarts additionnels sans devoir faire concurrence aux nouveaux membres du personnel qui sont plus disponibles.

Politique sur les négociations

Ce ne sont là que quelques règlements auxquels les sections locales et les conseillers syndicaux sont arrivés en mettant en pratique la « *Politique du Conseil exécutif national sur les négociations collectives : Résister aux concessions et aux disparités de traitement et défendre la libre négociation collective – Prochaines étapes* ».

Selon la politique, avant les négociations, les sections locales doivent élaborer des plans stratégiques qui les guideront à travers le processus. Elles doivent aussi, à toutes les tables de négociation, demander des améliorations pour celles et ceux qui occupent un emploi précaire et une protection contre la violence dans leurs milieux de travail.

Au début de chaque année, le confrère Charles et moi rencontrons les membres du personnel dans leurs régions respectives. Leurs commentaires sur la politique sur les négociations ont été positifs. Ils nous ont confirmé que les employeurs sont au courant de la politique et que nos sections locales ont pu l'utiliser pour les obliger à renoncer aux négociations basées sur des concessions.

Pour soutenir davantage la politique du SCFP sur les négociations, nous diffuserons bientôt une ressource en ligne pour les conseillers syndicaux et les sections locales.

Le point sur les régions

ATLANTIQUE

Nouvelle-Écosse

Le SCFP-Nouvelle-Écosse et la section locale 8920 du SCFP, qui représente les membres du secteur des soins primaires, ont lancé une campagne en partenariat avec le SCFP national pour empêcher la fermeture des hôpitaux du Cap-Breton et maintenir l'opposition à la centralisation du système de santé. La campagne redonnera leur voix aux communautés et les aidera à reprendre le contrôle de leurs services de santé. Le SCFP a prédit que la création de la régie de la santé entraînerait de l'incertitude, sans pour autant mener à des économies et à une amélioration de la qualité des services. Les faits nous ont malheureusement donné raison.

Le Comité de coordination du secteur des soins de longue durée de la Nouvelle-Écosse a terminé les négociations pour les 49 foyers de soins infirmiers représentés par le SCFP. Les négociations ont été longues et difficiles et les compressions budgétaires n'ont pas aidé. Le gouvernement McNeill doit maintenant se pencher sur les niveaux de dotation en personnel. Les membres du SCFP sont surchargés de travail, les blessures ont augmenté et le personnel est épuisé. Beaucoup de nos membres nous confient que, en moyenne, ils ont moins de dix minutes pour préparer les bénéficiaires le matin. Le gouvernement doit immédiatement augmenter le financement destiné aux établissements de soins de longue durée pour arriver à une dotation en personnel qui permet un minimum de 4,1 heures de soins par pensionnaire chaque jour. Il faut aussi plus de transparence pour garantir que le nouveau financement servira directement aux soins, ainsi qu'un calcul et une reddition de comptes standard pour les niveaux de dotation en personnel. Le gouvernement doit uniformiser les programmes de prévention de la violence et de santé-sécurité, incluant la formation, chez tous les employeurs. Le SCFP-Nouvelle-Écosse demande aussi au gouvernement provincial de fournir un meilleur soutien financier aux étudiants préposés aux soins continus pour résoudre les problèmes de recrutement.

Les membres de la section locale 281 du SCFP au service de la Ville de Trenton ont ratifié un accord de principe en octobre 2018. Toutefois, l'entente avait été négociée par l'ancien directeur municipal de la Ville et, à la réunion du conseil municipal de décembre, les conseillers ont refusé de ratifier l'accord. Espérant conclure l'entente, le syndicat a fait appel à un conciliateur, mais le conseil n'a toujours pas ratifié l'accord de principe. Le 6 février, les membres de la section locale ont donc confié à leur comité de négociation un solide mandat de grève.

Terre-Neuve-et-Labrador

Le 6 février, le SCFP-T.-N.-L. a participé, avec des étudiants de tous les coins de la province, à une journée d'action pour demander au gouvernement Ball de financer l'avenir de l'éducation postsecondaire. Le financement du College of the North Atlantic et de l'Université Memorial doit être restauré, le programme axé sur les besoins doit être remis en place et les frais de scolarité doivent diminuer pour assurer un accès égal à l'éducation postsecondaire.

Les membres de la section locale 3336 du SCFP entament leur négociation par une campagne sur un salaire de subsistance et sur la fin du travail précaire. Ces 220 membres au service du complexe travail-loisirs de l'Université Memorial veulent sensibiliser l'employeur à la politique du SCFP sur les négociations. Ils s'attendent à ce que les négociations soient longues et frustrantes, mais ils n'accepteront aucune concession et ils sont déterminés à améliorer les conditions des travailleurs précaires.

Dans le secteur public provincial, toutes les sections locales du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador ont ratifié leurs ententes, incluant l'entente provinciale.

MARITIMES

Île-du-Prince-Édouard

En février, les sections locales 805, 1051, 1778 et 1779 du secteur de la santé de l'Î.-P.-É. ont obtenu des augmentations de salaire de 5,25 % sur trois ans grâce à l'arbitrage de différend, ce qui est mieux que ce qu'ont reçu d'autres syndicats.

Le SCFP-Î.-P.-É., la Fédération du travail de l'Î.-P.-É. et la Coalition de l'Î.-P.-É. pour une assurance-emploi égale et équitable tiennent des assemblées publiques pour faire pression sur le gouvernement fédéral afin qu'il règle les problèmes des zones d'assurance-emploi sur l'île. En effet, les résidents de Charlottetown ont plus difficilement accès aux prestations d'assurance-emploi. Les militants se préparent à mener une lutte d'ici aux prochaines élections fédérales.

Nouveau-Brunswick

Au Nouveau-Brunswick, la deuxième phase de la campagne « Mettons fin au mandat – Négocions vers l'avant » bat son plein. D'importantes grèves provinciales et tournantes sont prévues. Le Conseil des syndicats des foyers de soins du Nouveau-Brunswick (CSFSNB), qui représente 4 000 membres dans 45 foyers de soins infirmiers, a tenu un vote de grève au début de mars et se prépare à entamer le mouvement.

Les négociations provinciales visant plus de 25 000 membres du SCFP sont au point mort car les négociateurs du gouvernement refusent de bouger avant l'adoption du budget provincial. Le gouvernement du N.-B. a indiqué qu'aucune consultation publique ne sera nécessaire pour préparer le budget provincial de cette année. Fredericton a déroulé le tapis rouge devant le monde des affaires, mais la seule façon pour la population de donner son avis sur le prochain budget sera de présenter des mémoires en ligne. Jusqu'à maintenant, le gouvernement du N.-B. a tenu sept réunions à huis clos avec des intervenants et des ministres. Le SCFP-N.-B. a déploré que le public et les groupes communautaires aient été exclus de ces réunions. Si le gouvernement veut vraiment savoir comment améliorer les services au Nouveau-Brunswick, il doit entendre les travailleuses et travailleurs de première ligne qui font le travail, et les citoyennes et citoyens qui comptent sur ces services. Quoi qu'il en soit, les sections locales du SCFP et le SCFP-Nouveau-Brunswick sont mobilisés et prêts à mettre fin au mandat qui viendra de ce budget conservateur.

Il devient de plus en plus évident à chaque semaine qui passe que l'Alliance des gens est favorable à la privatisation. Dernièrement, l'Alliance a demandé la privatisation d'Alcool NB et de Cannabis NB. L'AGNB vante le modèle de l'Alberta même si après deux décennies de privatisation, la situation des Albertains s'est empirée parce qu'ils paient des prix plus élevés dans les magasins privés et que les gouvernements ont moins de revenus fiscaux. Le modèle est aussi mauvais pour les brasseurs et distillateurs locaux qui ont maintenant de la difficulté à être distribués parce qu'ils doivent faire concurrence aux géants mondiaux. En somme, l'AGNB propose de nuire aux petites entreprises, d'augmenter les coûts pour les acheteurs ordinaires et de réduire les revenus du gouvernement du Nouveau-Brunswick, tout ça pour que les grands joueurs fassent plus de profit.

Dans le secteur municipal, les membres de la section locale 188 du SCFP de la Ville de Dalhousie ont ratifié une convention collective de cinq ans, avec hausses salariales de 3 % la première année et de 2 % pour les quatre années suivantes.

Québec

Aux prises avec un employeur intransigeant, les 1 100 débardeurs du Port de Montréal membres de la section locale 375, ont voté la grève à 99,5 %. Cependant, l'employeur a choisi de s'attaquer à leur droit de grève en demandant au Conseil canadien des relations industrielles de déclarer que 100 % du travail des débardeurs constitue des services essentiels. Le procureur de l'employeur, un député fédéral libéral sortant, multiplie les tactiques pour ralentir le déroulement du dossier et retarder l'exercice de leur droit de grève par les débardeurs.

Nous avons de meilleures nouvelles du côté de la section locale 3783 qui représente les employés de la pharmaceutique GSK à Québec. Ces derniers ont entériné l'entente conclue par le syndicat après 55 rencontres de négociation. En plus d'augmentations de salaire de 2 % par année, l'entente prévoit la mise en place d'un régime de retraite par financement salarial avec cotisations de l'employeur à 6 % à compter de 2022. Un nouveau plan d'évaluation des emplois et une toute nouvelle structure salariale ont aussi été négociés. Enfin, une nette amélioration pour les employés à statut précaire : le syndicat a obtenu que l'employeur paye la totalité du coût des assurances durant la période de mise à pied des membres saisonniers.

Le secteur des communications du SCFP au Québec a accueilli un nouveau groupe : les employés de production et services techniques de Bell Média ont choisi de se syndiquer avec nous.

Ce secteur a été occupé ces derniers temps en raison de la révision de la *Loi sur la radiodiffusion*. Le Conseil provincial du secteur des communications (CPSC) a déposé son mémoire dans lequel il fait valoir que la continuité et l'équité devraient guider le groupe d'examen dans la détermination des mesures législatives et réglementaires nécessaires à l'adaptation au nouvel environnement technologique. Le groupe d'examen ne doit pas non plus perdre de vue les importants objectifs sociaux et politiques reliés à l'identité et à la souveraineté qui se trouvent autant dans la *Loi sur la radiodiffusion* que dans la *Loi sur les télécommunications*.

Il faut doter les Canadiennes et Canadiens de nouvelles lois leur permettant de tirer parti de l'économie des communications notamment en matière d'emplois tout en enrichissant le tissu social canadien.

Enfin, le secteur de l'éducation au Québec s'est placé en mode « vigilance » depuis les annonces de la CAQ relatives à ce secteur. Un mémoire a été présenté par le SCFP-Québec à la Commission des finances publiques le 5 février afin de dénoncer l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire. Le mémoire insiste sur le fait que cette mesure n'est en rien équitable ou juste, au contraire. Bien que le nouveau gouvernement ait affirmé vouloir corriger une injustice, on constate qu'il a surtout voulu donner l'illusion de diminuer le fardeau fiscal des Québécois, alors qu'il s'engageait du même coup à compenser le manque à gagner aux commissions scolaires en puisant directement dans le fonds consolidé de l'État québécois. Pour les sections locales du SCFP, il est clair que ce projet de loi apportera assurément une diminution importante du financement des commissions scolaires, ce qui veut également dire réduction des services et coupes budgétaires.

Dans le secteur universitaire, nous pouvons saluer la conclusion d'une convention collective à l'École nationale d'administration publique, dont les salariés sont représentés par la section locale 4574. Le contrat de travail s'échelonne de 2016 à 2020, avec une nouvelle structure salariale implantée rétroactivement à juin 2016, représentant une augmentation de 8,2 % de la masse salariale. À cela s'ajoutent les augmentations salariales du secteur public ainsi qu'un montant forfaitaire de 275 \$. Les primes ont aussi été améliorées. Enfin, pour lutter contre la précarité, un plancher d'emploi a été négocié et la définition du personnel temporaire a aussi été resserrée pour être plus limitative.

Ontario

Le premier ministre Doug Ford a établi un modèle clair en Ontario : déclarer une crise, puis réduire les services. Le gouvernement conservateur de l'Ontario a promis des baisses d'impôts de 7 milliards de dollars et l'élimination du déficit de 15 milliards de dollars, tout en renonçant aux revenus découlant du marché du carbone censés réduire les gaz à effets de serre. La seule façon d'arriver à ses fins, c'est d'imposer des compressions budgétaires sans précédent.

Chaque jour, de nouveaux éléments d'information sont découverts ou coulés. Mais nous n'avons toujours pas de vue d'ensemble de ce que veut faire le gouvernement, puisque la plupart des détails sont gardés secrets pour les soustraire à l'examen public. Nous savons que le gouvernement ontarien prépare une immense refonte du système de santé qui mènera à plus de privatisation. Au lieu d'éliminer la médecine de corridor, Ford crée encore plus de chaos dans les soins de santé. Chaque jour en Ontario, 1 000 citoyens se retrouvent dans les corridors ou autres lieux de traitement non conventionnels en attendant que des lits d'hôpitaux se libèrent.

Le gouvernement Ford veut privatiser les inspections en santé, les laboratoires, l'octroi de permis, les appareils, Orange Air Ambulance et plus encore. Il a proposé l'élimination des RLISS et la création d'une « super agence » qui supervisera un programme de privatisation par l'entremise de groupes « myCARE » habilités à sous-traiter les soins de santé de première ligne à des entités à but lucratif.

Les conservateurs ont aussi annoncé des compressions sans précédent dans les universités ontariennes, la conversion des subventions aux étudiants en prêts et une attaque contre la démocratie étudiante sur les campus – et ils tentent de camoufler cette attaque en offrant un minuscule rabais des frais de scolarité qui finiront par être plus cher à long terme aux étudiants.

La réduction des frais de scolarité entraînera une diminution du financement des universités d'au moins 4 % et peut-être jusqu'à 10 %. Entre-temps, la dette étudiante grimpera et la conversion des subventions du RAFEO en prêts nuira aux étudiants, en particulier à ceux qui viennent de familles à faible revenu.

La ministre de l'Éducation Lisa Thompson a annoncé une autre consultation du gouvernement sur les « options pour la taille des classes », probablement dans le but d'éliminer les limites au nombre d'élèves dans le secteur de la maternelle à la 12^e année, ce qui diminuera l'inclusion des enfants atypiques et mènera à des classes surpeuplées et impossibles à gérer, à une diminution du nombre d'enseignants et d'aides à l'éducation et à une réduction des appuis en classe pour les élèves.

Les écoles ontariennes sont déjà financées par une formule obsolète et inadéquate. Il y a un arriéré de réparation de 15 milliards de dollars dans les écoles, les conseils consacrent plus d'argent à l'éducation spéciale qu'ils n'en reçoivent du gouvernement et les élèves doivent s'inscrire sur de longues listes d'attente pour avoir droit aux services d'aides à l'éducation, d'orthophonistes et d'autres professionnels.

En plus de revoir la taille des classes, le gouvernement envisage de fusionner les conseils scolaires du système public de l'Ontario pour rationaliser l'administration et réduire la bureaucratie. Le changement visera sans doute surtout les conseils scolaires des plus petites localités.

L'ingérence de Ford dans le processus des négociations collectives reflète bien le mépris de ce gouvernement à l'égard des droits syndicaux. Sa première loi après son arrivée au pouvoir a été une loi de retour au travail imposée aux membres de la section locale 3903 du SCFP, pourtant en grève légale. En décembre, il a ordonné aux membres de la section locale 1000 du SCFP d'Ontario Power Generation de rentrer au travail avant même qu'ils aient eu le temps d'ériger un piquet de grève.

Et la liste continue. Le gouvernement a créé une fausse crise en accordant des baisses d'impôts aux riches et aux grandes entreprises. Et le résultat, c'est qu'il a complètement bouleversé le secteur public.

Les travailleuses et travailleurs de l'Ontario, dont les membres du SCFP, font partie d'un mouvement grandissant dans toute la province qui lutte pour défendre et accroître les services publics sur lesquels nous comptons et pour empêcher le chaos entraîné par la privatisation, la sous-traitance et les compressions.

Le 25 mars, la Fédération du travail de l'Ontario (FTO) tient une conférence provinciale qui rassemblera des leaders syndicaux, des militants et des alliés communautaires afin d'élargir notre base et d'élaborer une stratégie de riposte. Cette conférence d'une journée permettra de dévoiler le plan de campagne complet de la FTO pour activer la « Force du nombre ». Elle présentera des conférenciers captivants et lancera de nouveaux outils organisationnels et éducatifs.

La conférence Take Back Ontario (Reprendre l'Ontario) proposera :

- un engagement à intensifier les moyens d'action en avril 2019, en collaboration avec la Coalition ontarienne de la santé, qui coïncidera avec la présentation du budget ontarien (nous pensons que le premier budget du PC inclura d'autres attaques contre les syndicats et les Ontariens vulnérables, une réduction des services publics, la privatisation des soins de santé et d'autres mesures importantes contre les services et les soutiens sociaux);
- des plans officiels pour une autre escalade des moyens d'action le 7 juin afin de souligner le premier anniversaire du déclin désastreux de l'Ontario depuis l'élection du gouvernement Ford, en collaboration avec nos partenaires.

J'invite toutes les sections locales du SCFP de l'Ontario à participer à cette conférence d'une journée.

Manitoba

Nos membres et tous les travailleurs et travailleuses de la santé de la province ont été dans les limbes pendant deux ans à attendre que le gouvernement tienne enfin les votes de représentation annoncés au printemps 2017. Entre-temps, le gouvernement a intensifié la pression dans les milieux de travail en imposant des réductions de financement, des fermetures et la réorganisation des services de santé.

Ces travailleuses et travailleurs participeront finalement aux votes de représentation plus tard ce printemps. En tout, 42 votes distincts auront lieu pour six régions et sept classifications (infirmières, médecins, internes, adjoints au médecin, professionnels et techniciens, soutien aux établissements, soutien communautaire). Le SCFP participe à presque tous les votes, incluant ceux des médecins et des infirmières, car nous représentons un petit nombre d'entre eux dans des cliniques de santé communautaire.

Le gouvernement Pallister continue à promouvoir la privatisation des services publics par l'entremise des obligations à impact social (OIS) dans le secteur des services sociaux communautaires. Avec des alliés communautaires (comme la Coalition de la garde à l'enfance du Manitoba et Communities Not Cuts), nous nous opposons aux OIS et nous luttons contre les compressions gouvernementales dans le secteur.

Le gouvernement semble aussi prêt à jeter notre système d'éducation dans le même chaos que celui qu'il a créé pour la santé. Il a amorcé un examen provincial qui pourrait entraîner l'élimination des conseils scolaires ou leur fusion.

Saskatchewan

Les pourparlers entre la section locale 1975 du SCFP et l'Université de la Saskatchewan ont achoppé lorsque l'employeur a déposé un gel salarial de trois ans et une proposition visant à éliminer notre régime de retraite à prestations déterminées pour le remplacer par une solution inférieure. La section locale a informé le médiateur, la conciliation a pris fin et la préparation à la grève a commencé.

Entre-temps, la section locale demande une rencontre avec le Conseil des gouverneurs de l'université dans l'espoir qu'il intervienne et aide à régler le conflit.

Après presque deux ans de négociations, en pleine réorganisation majeure du secteur des soins de santé et avec la menace latente des votes de représentation, la section locale 5430 du SCFP a enfin conclu une entente de principe avec l'employeur la semaine dernière. Le comité de négociation présente actuellement l'entente de cinq ans à ses 13 000 membres de toute la province.

La restructuration de la régie de la santé de la Saskatchewan continue de perturber nos milieux de travail et risque de favoriser la sous-traitance. Nos membres sont bien décidés à affronter leur employeur dans les dossiers de la pénurie chronique de personnel, des problèmes de charge de travail, de la violence au travail et du respect.

Un rapport sur les services de sécurité dans les soins de santé a été publié. Il contient 28 recommandations, dont la centralisation des services de sécurité dans la province. Nous croyons que cela peut mener à la privatisation à long terme.

Le gouvernement a émis des demandes de manifestation d'intérêt (DMI) pour fournir des services en soins de longue durée après la fermeture de l'établissement de soins de longue durée de Grenfell, ainsi que du Pioneer Village à Regina. Ces établissements ont été jugés inhabitables à cause de la présence de moisissures. Le SCFP a organisé une excellente assemblée publique pour discuter des effets des fermetures et, avec des organismes communautaires, il fera pression sur le gouvernement provincial en faveur de la création d'établissements de soins de longue durée publics à Grenfell.

Les problèmes de charge de travail et d'incidents de violence sont en hausse dans les écoles publiques et le comité de direction des travailleuses et travailleurs de l'éducation a entrepris un sondage sur la violence en milieu de travail pour avoir une meilleure idée de l'ampleur et de la profondeur du problème. Le sondage sera mené auprès de toutes les sections locales de l'éducation.

Alberta

Un bulletin publié dernièrement par l'économiste Todd Hirsch de la Division du Trésor de l'Alberta soulignait que si l'Alberta était un pays, que son économie se situerait au 9^e rang des meilleurs au monde par habitant. Et malgré les difficultés récentes dans le secteur de l'énergie, l'Alberta a été en tête des provinces pour la croissance économique en 2017 et 2018 et devrait le rester pour les deux prochaines années.

Des élections provinciales doivent avoir lieu cette année entre le 1^{er} mars et le 31 mai. De récents sondages montrent une hausse de la popularité personnelle de la première ministre Rachel Notley, même si le NPD traîne toujours de l'arrière. Tant de chose dépendent de ces élections. Le chef du United Conservative Party, Jason Kenney a tour à tour promis des compressions des dépenses de 20 %, un retour aux niveaux de 2015 ou un gel des dépenses. Même un gel aurait des effets négatifs sur les services publics et nos membres. Nous voyons la situation politique en Ontario et nous savons que nous ne voulons pas emprunter cette voie.

Le SCFP-Alberta exécute son plan d'action politique et nous continuons à faire ce que nous pouvons pour convaincre nos membres de faire réélire le gouvernement Notley.

Entre-temps, les négociations sont toujours au ralenti dans tous les secteurs, car la reprise économique est trop récente pour avoir une influence sur les propositions des employeurs. Nos sections locales continuent à résister aux concessions et à se concentrer sur la négociation de meilleurs salaires et l'amélioration d'autres clauses de conventions collectives.

Colombie-Britannique

Le troisième budget du NPD, présenté en février, poursuit les changements entrepris pour rendre la vie plus abordable pour les travailleuses et les travailleurs en bâtissant une économie plus équitable et plus durable qui profite à tout le monde.

Le budget prévoit une entente historique de partage de revenus entre la province et les Premières Nations de la C.-B. C'est un pas de géant vers une véritable réconciliation.

L'élimination de l'intérêt des prêts étudiants est aussi une bonne nouvelle pour eux, leurs familles et l'économie. Les travailleuses et travailleurs de la maternelle à la 12^e année membres du SCFP profiteront d'un engagement de 73 millions de dollars sur trois ans destiné à couvrir la taxe santé des employeurs pour les districts scolaires.

Un financement accordé aux logements abordables et un soutien pour éradiquer la pauvreté chez les enfants montrent à quel point il est essentiel d'élire des gouvernements progressistes. Ce budget de 2019 profite réellement aux travailleuses et aux travailleurs.

Le SCFP-C.-B. et l'Association des bibliothèques de la Colombie-Britannique (British Columbia Library Association ou BCLA) s'associent pour que le Club de lecture d'été de la C.-B. (BC Summer Reading Club ou SRC) continue à décerner des médailles aux enfants de la province qui participent à ce programme efficace, inclusif et très apprécié. Le SCFP-C.-B. offre une généreuse contribution de 50 000 \$.

Le SRC promeut et favorise l'apprentissage et l'amour de la lecture pour la vie. Les bibliothèques publiques ont toujours été d'importants pôles pour les collectivités et offrent des services précieux à tous les visiteurs. En 2018, plus de 85 000 enfants se sont inscrits au BC SRC et plus de 163 000 ont participé à des programmes, activités communautaires, événements des Premières Nations, groupes d'alphabétisation et programmes internes de bibliothèques offerts sous la bannière de BC SRC. Cette approche « sur le terrain » fait de BC SRC un programme adapté aux besoins, axé sur la collectivité et conçu par les bibliothèques.

L'année sera bien remplie pour les militants et le personnel de la Colombie-Britannique puisqu'il y aura des négociations dans plusieurs secteurs.

Les sections locales de la maternelle à la 12^e année préparent des plans stratégiques, forment leurs comités de négociation et précisent leurs propositions en vue des négociations locales, à la suite de l'entente provinciale conclue l'an dernier. Trois sections locales sont à la table où deux employeurs déposent des concessions : limites aux congés syndicaux et changements dans le mécanisme d'approbation des congés annuels. Les comités de négociation résistent à ces demandes de concessions.

L'Association de négociation du personnel de soutien des collèges et instituts (Colleges and Institutes Support Staff Bargaining Association), formée de quatre sections locales du SCFP et de sept sections locales du BCGEU, poursuit ses rencontres pour élaborer des propositions destinées à la table commune. Il y aura moins de collèges participants du côté des employeurs qu'avant. Dans certains cas, les sections locales et leurs employeurs négocieront entre eux et ne seront pas liés par les ententes conclues à la table commune. Les sections locales non liées par la table commune adopteront néanmoins une approche coordonnée.

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

Près de 44 000 travailleuses et travailleurs de la santé représentés par l'Association multisyndicale de négociation des établissements (Facilities Bargaining Association ou FBA), dirigée par le Syndicat des employés d'hôpitaux du SCFP, ont une nouvelle convention collective qui comprend d'importantes améliorations à la sécurité d'emploi, à la santé-sécurité et à la rémunération.

Les membres ont voté à 89 % en faveur de la ratification de l'entente de trois ans conclue avec les employeurs des soins de santé publics de la C.-B. en décembre dernier. L'entente règle des problèmes de santé et de sécurité et restaure les protections contre la sous-traitance éliminées par l'ancien gouvernement libéral de la province en 2002. Après 16 années de privatisation et d'instabilité dans les milieux de travail, nous avons l'occasion de renforcer les services offerts au public en améliorant les conditions de travail et de soins de nos membres.

Le nouveau contrat inclut des hausses salariales générales de 6 %, ce qui correspond à l'actuel mandat de négociation du gouvernement pour le secteur public. En outre, les salaires à l'embauche seront augmentés en éliminant graduellement les échelons inférieurs de l'échelle salariale. Plusieurs primes d'équipe ont aussi été bonifiées.

L'entente rétablira une organisation provinciale de santé-sécurité dans le secteur de la santé, où le taux de blessures est parmi les plus élevés de la C.-B. Le gouvernement provincial fournira 8,5 millions de dollars sur trois ans pour l'atteinte de cet objectif.

La convention, qui durera du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2022, s'applique à un grand nombre de membres des hôpitaux, des soins de longue durée, des bureaux d'entreprise, des entrepôts et des cliniques de santé. Ils font partie de centaines de catégories d'emplois dans les soins directs aux patients et les soins en établissements, ainsi que dans les services de soutien, techniques et de bureau, les métiers et l'entretien. Le SEH représente plus de 90 % des travailleuses et travailleurs visés par l'entente. La FBA de dix syndicats inclut aussi des membres du BCGEU (B.C. Government and Service Employees' Union) et de l'Union internationale des opérateurs-ingénieurs.

Le réinvestissement du gouvernement néo-démocrate dans de meilleurs soins pour les personnes âgées, un accès plus rapide aux chirurgies et la construction et la rénovation d'hôpitaux continue à être une priorité dans le budget provincial de 2019. Les programmes de santé profiteront d'une injection de 1,3 milliard de dollars sur trois ans, notamment pour un plan pluriannuel d'augmentation des niveaux de dotation en personnel dans les foyers de soins infirmiers pour atteindre les lignes directrices minimum établies mais non atteintes par l'ancien gouvernement libéral.

Le budget appuie un ambitieux plan du ministère de la Santé qui offrira aux patients un accès plus rapide aux chirurgies et aux procédures diagnostiques grâce à un programme d'innovations et d'investissements stratégiques annoncé en mars dernier. Le budget de 2019 maintient la deuxième année d'un investissement de 548 millions de dollars dans les soins aux personnes âgées, incluant plus de personnel pour les établissements de soins de longue durée, le soutien à domicile et d'autres services.

Le plan d'immobilisation accélère plusieurs rénovations d'hôpitaux annoncées l'an dernier qui accroîtront et amélioreront les services partout en Colombie-Britannique. Et, surtout, les régies de la santé ne seront pas obligées de recourir aux rigides et coûteux partenariats public-privé (PPP) privilégiés par l'ancien gouvernement libéral. En santé seulement, ce passif à long terme s'élève à près de 1 milliard de dollars.

Le budget de 2019 inclut quelques initiatives en santé qui faciliteront la vie aux Britanno-Colombiens, notamment par l'élimination des primes des régimes de services médicaux à compter du 1^{er} janvier 2020 et la réduction ou l'élimination des franchises d'assurance-médicaments pour 240 000 familles.

Transport aérien

La section locale 4060 du SCFP, qui représente les agentes et agents de bord de Flair Airlines, a négocié une première convention collective pour ses membres. Avec un employeur antisyndical qui a eu recours à des pratiques de travail déloyales tout au long des négociations, la section locale a dû résister à une proposition de salaire avec disparité de traitement et à d'autres concessions. Armée d'un mandat de grève, la section locale a pu obtenir des améliorations dans de nombreux domaines, comme une augmentation des indemnités quotidiennes et des primes, une structure de salaire équitable avec des augmentations d'échelon rapides, la garantie d'un ajustement au coût de la vie basée sur l'IPC et un régime de retraite pour tous les membres comptant au moins une année de service.

La composante d'Air Canada du SCFP a tenu des élections au début de l'année. Je félicite le nouvel exécutif et j'ai bien hâte de travailler avec ses membres.

Au début de janvier, l'arbitre Kaplan a rendu une décision majoritairement favorable à la Composante d'Air Canada du SCFP qui avait déposé un grief contre le programme de directeurs du service à bord introduit par Air Canada il y a deux ans. Ce programme a mené à un abus des droits de la direction et a permis une ingérence de l'employeur and la représentation syndicale. L'employeur devra prendre des mesures pour réformer le programme et le rendre conforme à la décision de l'arbitre.

Rapport sur le recrutement

Du 1^{er} décembre 2018 au 26 février 2019, le SCFP a accueilli 773 nouveaux membres répartis dans 13 unités de négociation nouvellement accréditées. Nous avons syndiqué 337 membres dans le secteur de la santé, 235 dans les municipalités, 98 dans les universités, 79 dans les services sociaux, 22 dans des secteurs divers et 2 dans le secteur de la maternelle à la 12^e année.

À l'heure actuelle, 25 nouvelles campagnes sont en cours. Si elles réussissent, 6 590 nouveaux membres se joindront au SCFP. Devant les commissions des relations de travail, nous avons 12 projets d'accréditation qui permettraient à 791 nouveaux membres de faire partie du SCFP. Quatre projets de restructuration pourraient nous permettre d'augmenter notre effectif d'environ 28 600 membres, en plus de protéger des dizaines de milliers de membres actuels du SCFP.

Les activités de recrutement au pays sont aussi diverses que notre effectif. Au Nouveau-Brunswick et au Québec, nous travaillons à syndiquer de nouveaux membres dans l'industrie du cannabis. Au Nouveau-Brunswick, nous avons mis en place une ligne sans frais, créé une page Web et organisé des assemblées publiques pour profiter des possibilités. Au Québec, nous attendons une importante décision du Tribunal administratif du travail au sujet des unités de négociation appropriées. Nous avons quatre demandes devant le Tribunal, toutes d'une égale importance puisque, en 2019, il y aura 16 nouveaux points de vente de cannabis.

Dans la région de l'Atlantique, une décision récente de la Commission du travail permet d'inclure les employés occasionnels dans les unités de négociation. Le personnel assure donc le suivi de ce développement. En Ontario, les efforts portent sur un recrutement général et sur les votes de représentation. Les organisateurs de l'Ontario dirigent un projet communautaire particulier à Kingston pour les travailleuses et travailleurs des soins à domicile.

Le Manitoba se préoccupe surtout des votes de représentation qui auront lieu prochainement dans le secteur de la santé. En Saskatchewan, même s'il n'y a pas de votes de représentation provinciaux à l'horizon, la Régie de la santé a laissé entendre que les demandes visant les services de technologie de l'information et les services de laboratoire pourraient être plus importantes que prévu au départ.

Des changements législatifs en Alberta ont accru l'intérêt des travailleuses et travailleurs non syndiqués. Les organisateurs se concentrent sur le recrutement général. En Colombie-Britannique, nous attendons des changements au *Code du travail* qui auront un effet sur notre capacité à recruter. Les efforts portent présentement sur différentes accréditations existantes.

Conclusion

Au nom de notre Conseil exécutif national, je tiens à vous remercier pour le travail que vous faites, jour après jour, pour les 680 000 membres du SCFP. Et je vous remercie pour ce que vous ferez en prévision des élections fédérales du lundi 21 octobre.

En rédigeant ces rapports à chaque trimestre, je suis toujours frappé par l'influence que peut avoir un gouvernement favorable aux travailleuses et travailleurs sur nos membres, leurs familles et leurs collectivités. Les défis que nous devons relever à l'est de la Saskatchewan contrastent fortement avec les progrès que nous réalisons grâce aux gouvernements néo-démocrates de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

Cet automne, nous aurons l'occasion de changer les choses au niveau fédéral. Nous avons pu constater que les libéraux de Justin Trudeau n'ont pas respecté les promesses faites aux familles et aux peuples autochtones et nous savons qu'un gouvernement dirigé par Andrew Scheer n'appuiera jamais les travailleuses et les travailleurs. Nous avons une occasion de plus en plus probable de faire élire Jagmeet Singh et une solide équipe de députées et députés du NPD en octobre. Et je sais que je peux compter sur vous pour profiter au maximum de cette occasion.

En toute solidarité,

Le président national,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'MH' followed by a stylized flourish.

MARK HANCOCK

:tp/sec